

BEMBUS-MALI

Au service de la Nation

Bemba dit Bamba TRAORE

Chercheur, économètre, gestionnaire de la politique économique
Tél : (00223) 69 - 50-23-20/ 76 - 43-95-33 mël : bbtraoremali@yahoo.fr

Cours en ligne

Dissertation économique

- Pays En Développement PED
- Economie internationale

Nom :

Ecole :

Tél :

Bamako, mai 2025.

Les pays en développement

A. Quels sont les critères du sous-développement ?

- insuffisance alimentaire,
- forte croissance démographique,
- gaspillage des ressources nationales et corruption,
- répartition des actifs selon le schéma suivant : un secteur primaire prédominant, un secteur secondaire souvent limité à l'industrie de base, un secteur tertiaire pléthorique mais avec beaucoup d'économie informelle ;
- inégalités sociales fortes et classe moyenne réduite ou inexistante,
- faible alphabétisation, travail des enfants...
- faible IDH souvent inférieur à 0,50.

B. Pourquoi le tiers-monde n'est pas un ensemble homogène ?

- **Sur le plan géographique** : les débouchés sur la mer, les dotations en ressources naturelles, les superficies et le relief, la population, les climats sont très différents d'un pays à l'autre.

- **Sur le plan historique** : la plupart des pays du tiers-monde ont été colonisés mais les conséquences furent différentes (par exemple la colonisation française est différente de la colonisation anglaise).

- **Les niveaux de développement** : sont eux même très différents, on distingue à cet effet : les pays à faible revenu (avec des revenus inférieurs à 480 \$ US/hbts) les pays à revenu intermédiaire (inférieur à 6 000\$ US/hbts) et les pays à revenu élevé (les pays producteurs de pétrole en particulier).

- **Le revenu n'est pas le seul critère de distinction** : les pays les moins avancés sont surtout localisés en Afrique. A l'autre extrémité, il y a les nouveaux pays industrialisés NPI qui se sont hissés au niveau des pays développés avec les caractéristiques : une épargne plus forte, une démographie plus stable, la part de l'industrie dans le PIB supérieur à 30% , l'analphabétisme est moindre.

C.-/ L'analyse théorique du sous-développement : libérale ; non Marxiste et Marxiste

L'analyse libérale :

* Le sous-développement est un phénomène naturel : le climat, la pauvreté du sous-sol, le relief, la fréquence des catastrophes naturelles vont être incriminées.

* Le sous-développement est un phénomène culturel : les mentalités, la culture ou les traditions vont être accusés de constituer des freins au développement ...

* Le sous-développement peut être analysé en terme de retard : selon Rostow, le développement est linéaire, les pays en retard connaîtront un jour la marche vers la société de consommation de masse.

L'analyse tiers-mondiste ou de domination

* **Analyse non Marxiste** : le développement de certains pays provoque le sous-développement des autres.

* **Analyse Marxiste** : le sous-développement résulterait de la colonisation et de l'exploitation des pays périphériques par les pays du centre. La domination étrangère a destitués les économies traditionnelles.

Les stratégies de développement du tiers-monde

*** Les stratégies agricoles ?**

Le développement du tiers-monde passe par l'autosuffisance alimentaire et une plus grande productivité agricole : une hausse de la productivité libère la main d'œuvre pour l'industrie, garantit l'approvisionnement des villes, permet d'accroître les revenus agricoles et de constituer un marché interne.

Les réformes agraires :

Elles répondent à plusieurs objectifs :

- assurer une plus grande justice sociale : la distribution des terres aux paysans pauvres assure les besoins nutritifs et limite l'exode rural.
- Obtenir une meilleure productivité : les grands domaines sont mal utilisés (on y pratique généralement l'élevage extensif et les propriétaires sont absentéistes) par contre les petites parcelles ne permettent pas la mécanisation.

Le choix des cultures

Les agriculteurs des pays du tiers-monde se trouvent souvent face à un dilemme : favoriser les cultures vivrières permet l'autosuffisance et correspond aux habitudes alimentaires et favoriser les cultures d'exportation (ou culture de rente) permet de se procurer les devises et financer l'industrialisation, mais cela peut provoquer des famines, augmenter également les dépenses vis-à-vis de l'extérieur (instabilité des marchés, importations).

*** Les stratégies d'industrialisation**

On distingue deux grandes catégories de stratégie :

- D'une part, le choix d'un développement autocentré ou intraverti : les pays refusent ou craignent leur insertion dans la division internationale du travail DIT, mais se heurtent à l'exigüité du marché intérieur.
- D'autre part le choix d'une industrialisation extravertie : l'insertion dans la DIT devant permettre le développement mais risque d'accroître la dépendance.

Les stratégies autocentrées, elles comprennent deux types de stratégies :

- L'industrialisation par substitution d'importations : il s'agit de remplacer les importations par des productions locales ;
- Les industries « industrialisantes », la priorité est donnée aux industries lourdes qui ont de forts effets d'entraînement sur le reste de l'économie.

Les stratégies extraverties : elles comprennent essentiellement la stratégie d'industrialisation par la promotion des exportations. Il s'agit d'exporter afin d'obtenir des devises qui vont s'investir dans des secteurs plus capitalistiques.

Les blocages à l'industrialisation :

La boucle « fordisme » n'existe pas : la production de masse n'est pas liée à la consommation de masse (salaires faibles, marché intérieur faible).

Le gaspillage est important :

- On choisit souvent par prestige de grands projets complexes très coûteux et peu rentables alors que les micro projets seraient plus efficaces « small is beautiful ».
- Les classes dirigeantes orientent les productions dans des directions peu efficaces et s'approprient une part croissante de la richesse nationale qu'elles n'investiront pas dans le pays ;
- Le budget de l'Etat favorise la défense et l'armée (5% du PNB en 1980) ;
- La bureaucratie et la corruption découragent l'investissement.

Stratégies d'industrialisation des PED

Développement non favorisé	Développement favorisé
Stratégie de développement autocentré	Stratégie de développement extraverti
Se baser sur soi-même en mettant en valeur ses propres compétences pour se développer	Appliquer les stratégies des autres pays
Marché local	Marché mondial = insertion dans la DIT
L'industrialisation par substitution d'importation (ISI) : remplacer les importations par des produits locaux ;	La valorisation des exportations : se baser sur les avantages comparatifs pour fabriquer des produits et les vendre sur le marché mondial (DIT)
Les industries industrialisantes : industries lourdes (raffinerie, sidérurgie) capables de créer d'autres industries.	Les subventions d'exportation : accorder des avantages aux exportateurs (baisse d'impôts, baisse de coût de l'électricité ...)
Pays : pays d'Amérique Latine (Brésil, Argentine, Mexique, Venezuela ...) + la Corée du Nord	Pays : pays d'Asie du Sud-Est : 4 Dragons (ou NPI) Hong-Kong ; Taïwan ; Singapour et Corée du sud
Résultat : négatif	Résultat : positif

Commerce mondial

Pourquoi les pays s'engagent-ils dans les échanges commerciaux?

- (i) l'augmentation induite par le commerce du montant total de biens et de services disponibles pour la population du pays (thèse de l'accroissement de la consommation);
- (ii) la diversité de biens et de services auxquels la population peut accéder grâce au commerce (thèse de la diversification); et
- (iii) la stabilité de l'offre et des prix des biens et services qui résulte du commerce (thèse de la stabilité). Ces diverses thèses vont être analysées ci-après.

Le commerce extérieur peut contribuer à la sécurité alimentaire...

Le commerce extérieur peut contribuer à la sécurité alimentaire de différentes façons: en comblant l'écart entre la production et les besoins de consommation; en atténuant les variations de l'offre; en entretenant la croissance économique; en favorisant une utilisation plus efficace des ressources; ou encore en contribuant à renforcer la production dans les régions les plus favorables. Mais à trop faire confiance au commerce extérieur, on risque aussi d'accroître les incertitudes liées à l'approvisionnement et à l'instabilité des prix des marchés mondiaux, et d'aggraver la pression sur l'environnement si des politiques adaptées ne sont pas mises en œuvre.

Evolution des échanges commerciaux :

Depuis le 18^{ème} siècle, les échanges ne cessent de croître. Mais c'est à partir des années 1960 que les échanges se croissent de manière exponentielle.

Produits échangés :

Les produits primaires : les matières 1ères (DIT traditionnelle) ; les produits manufacturés (DIT moderne, nouvelle)

Géopolitique de l'échange international :

Les PD : 88% mais en baisse ; les PED (Asie sans le Japon ; Amérique Latine, Afrique) : 12% mais en hausse ;

Que gagne-t-on en participant à la mondialisation économique (échanges commerciaux) ?

Selon les libéraux, on peut gagner :

Approvisionnement du pays en produits rares, transfert de technologies ; entrée de devises, la compétitivité des entreprises nationales grâce à la concurrence étrangère)

Les Pays qui ont gagné dans les PED : les NPJA (les 4 Dragons : HH ; Taïwan ; Singapour ; Corée du Sud) les NPJA (Mexique, Brésil ; argentine ; Venezuela ; Chili) ; Les PE (Chine, Inde, Afrique du Sud ; Brésil)

Comment participer aux échanges commerciaux selon les libéraux :

- Les avantages absolus d'Adam Smith : choisir les produits où on est meilleur ;
- Les avantages comparatifs de David Ricardo : Choisir les produits là où on est moins mauvais.

Que peut-on perdre en participant aux échanges commerciaux ?

Selon les Tiers-mondistes et les Marxistes, on peut perdre :

- La domination ; l'inégal terme de l'échange ; pillage des ressources naturelles ; faillite ; accumulation ...

Les pays qui ne gagnent pas assez : les PMA (pays africains) ; les PPTE

La mondialisation

Mondialisation : échanges entre les différents pays de la planète sur le plan : touristique, linguistique, culturel, commercial, idéologique ...

La globalisation : en plus de la mondialisation elle comporte la mobilisation internationale des capitaux et le développement de la distribution.

Les facteurs de la mondialisation

La multiplication des états indépendants le progrès des transports n'expliquent qu'une partie du phénomène de la mondialisation, la multinationalisation des firmes et des accords internationaux jouent également un rôle primordial. La mondialisation est l'interpénétration des économies la conception d'un produit à l'échelle mondiale. Avec la mondialisation l'économie est devenue un village planétaire.

Les avantages de la mondialisation :

La mondialisation a beaucoup d'avantages parmi lesquels on peut citer :

- Grâce à la mondialisation, les différences technologiques entre les pays diminuent.
- Grâce à l'internet et au moyens de communication, un citoyen du sud a accès aux mêmes informations, aux mêmes savoirs, aux mêmes contenus numériques que les pays du nord. La connaissance et l'information devient accessible à tous ;
- La mondialisation permet aussi une plus grande démocratisation et un renforcement des droits de l'homme et des droits de la nature et des animaux.
- La mondialisation favorise le rapprochement des peuples et des cultures.
- Les loisirs humains sont aussi enrichis par l'ouverture du monde. Le sport (les événements mondiaux sont transmis en direct à tous les pays), le cinéma, les spectacles de tous genres renforcent la cohésion et le rapprochement des peuples.
- grâce à la mondialisation, les pays qui souffrent d'une catastrophe naturelle ou humaine reçoivent rapidement le soutien des autres pays, ce qui allège les souffrances des sinistrés.

- grâce à la mondialisation, l'homme dépasse le cadre étroit des appartenances nationalistes étroites, pour devenir citoyen du monde.

Les inconvénients de la mondialisation :

La mondialisation n'a pas que des avantages, elle a aussi plusieurs inconvénients :

- Sur le plan économique, l'économie du marché qui a transformé le monde en un grand centre commercial ouvert est la cause de beaucoup de crises financières qui menacent aujourd'hui plusieurs pays de faillite.
- A cause de la mondialisation économique, les inégalités sociales entre les pays riches et les pays pauvres s'accroissent et deviennent plus fortes. la concurrence entre des pays dont les citoyens profitent d'un pouvoir d'achat élevé et d'autres pays où le pouvoir d'achat est très faible aggrave forcément la souffrance des pauvres.
- les délocalisations vers des pays où la main d'œuvre est moins chère profitent certes à ces derniers mais cela se fait au détriment des pays d'origine.
- les autorités politiques des pays pauvres sont de plus en plus soumises à la pression des organismes internationaux qui leur dictent la politique à suivre, ce qui n'est pas toujours aux services des citoyens de ces pays.
- A cause de la mondialisation, les grandes puissances mondiales ont tendance à s'ingérer plus souvent dans les affaires intérieures des pays, à influencer les politiques intérieures pour les orienter à leur propre profit.
- A cause de la mondialisation, les spécificités culturelles ont tendance à disparaître et à s'uniformiser : on risque alors de perdre les richesses culturelles propres à chaque région.
- la mondialisation facilite aussi la circulation rapide des mauvaises choses : les maladies et le terrorisme international y trouvent aussi ce qu'ils cherchent.

Le rôle des firmes Multinationales FMN

Les entreprises multinationales sont celles qui produisent dans plusieurs pays : l'exportation du produit est remplacée par la délocalisation de sa production. Le principe est toujours le même : une entreprise devient multinationale pour augmenter son profit en réduisant les coûts de production (main d'œuvre, matières premières, énergie, fiscalité...) ou les coûts de transaction (transports, droits de douane, notoriété...). Les Firmes Multinationales contrôlent ou possèdent des entreprises implantées dans plusieurs pays pour élaborer une stratégie qui s'appuie sur les différences socio-économiques des pays au moyen de délocalisation ou d'IDE (Investissement Direct à l'Etranger). On distingue :

- les filiales-relais qui produisent le même produit que la maison mère
- les filiales ateliers qui se spécialisent dans la production d'un composant particulier du produit final.

Les sociétés multinationales délocalisent leurs activités vers les pays pauvres et transmettent leur technologie. Les multinationales gagnent plus et les pays du sud gagnent le transfert technologique, de devises et des emplois.

Les entreprises multinationales sont apparues par vagues successives.

- **Première vague** : logique industrielle (économies d'échelles et avantages comparatifs) : pétrole, mines, agroalimentaire, industrie automobile...
- **Deuxième vague** : stratégie de commerciale et recherche de positions dominantes dans une économie oligopolistique : conglomérats ayant des activités dans de très nombreux domaines sans liens apparents (les grands groupes japonais)
- **Vague actuelle** : forte soumission à la logique financière : les firmes sont "obligées" de procéder à des IDE en se recentrant sur les activités les plus rentables tout en s'agrandissant.

Les avantages des FMN pour les PED

Le recours aux IDE par les PED ou les objectifs visés

- 1.- La mise en place des infrastructures nécessaires au décollage
- 2.- Le développement économique et social

L'apport de l'implantation des FMN

- 1.- Sur le plan socioéconomique
- 2.- Sur le plan technologique

Les inconvénients des FMN pour les PED

Inconvénients d'ordre économique et environnemental

- 1.- inconvénients d'ordre économique
- 2.- Inconvénients d'ordre environnemental

Sur le plan politique

- 1.- Menace ou pression sur les pouvoirs en place
- 2.- Recherche par les FMN de profits énormes à travers le monde (caractère volage des FMN)

Les investissements directs à l'étranger IDE

Les **investissements directs à l'étranger**, ou **investissements directs étrangers** également appelés **investissements directs internationaux (IDI)**, sont les mouvements internationaux de capitaux réalisés en vue de créer, développer ou maintenir une filiale à l'étranger et/ou d'exercer le contrôle (ou une influence significative) sur la gestion d'une entreprise étrangère.

Élément moteur de la multinationalisation des entreprises, les IDE recouvrent aussi bien les créations de filiales à l'étranger que les fusions-acquisitions transfrontières ou les autres relations financières (notamment les prêts et emprunts intra-groupes).

Deux motivations principales sont à l'origine des IDE :

- la réduction des coûts (exploitation de ressources naturelles coûteuses, voire impossibles, à transporter ; utilisation d'une main d'œuvre moins onéreuse, d'où la crainte que les IDE puissent participer au mouvement de délocalisation ; optimisation fiscale) ;
- la conquête de nouveaux marchés, difficiles à pénétrer par les seules exportations.

Si l'effet des IDE est généralement considéré comme positif sur la croissance des pays d'accueil (notamment grâce aux transferts de technologie induits), il est plus discuté et ambigu sur le commerce international, sur l'emploi dans les pays investisseurs, sur les conditions de travail et sur l'environnement.

Mesurés par les statistiques issues de la balance des paiements, les IDE ont connu une très forte progression depuis le milieu des années 1980 et contribuent de façon déterminante à la mondialisation des économies.

Les IDE constituent également l'un des principaux indicateurs de l'attractivité économique des pays.

Le commerce international

Les termes utiles

* Le commerce international permettrait aussi l'exploitation du tiers-monde : ce phénomène se traduit par la dégradation ou détérioration des termes de l'échange dont la formule est la suivante :

$$\textbf{Indice des termes de l'échange} = \frac{\textbf{indice prix des exportation}}{\textbf{indice prix des importations}} \times 100$$

Le SMI

Le Système monétaire international SMI doit répondre aux questions suivantes :

- * La convertibilité des monnaies ;
- * Le taux de change ;
- * Les liquidités internationales

Les déterminants du taux de change sont :

- Le solde de la balance des opérations courantes ;
- Les taux d'intérêts à court terme ;
- La politique économique menée par le gouvernement.

Une zone de libre échange se définit par : la baisse des droits de douanes dans l'espace économique ;

Une Union Douanière échange se définit par : la baisse des droits de douanes, la baisse du Tarif Extérieur Commun TEC et la libre circulation des capitaux et des personnes dans l'espace économique;

Une Union économique se définit par : la baisse des droits de douanes, la baisse du Tarif Extérieur Commun TEC, la libre circulation des capitaux et des personnes dans l'espace économique et l'Harmonisation des politiques économiques.

Une intégration économique se définit par : la baisse des droits de douanes, la baisse du Tarif Extérieur Commun TEC, la libre circulation des capitaux et des personnes dans l'espace économique, l'Harmonisation des politiques économiques et l'autorité supranationale.

Les principes de base du GATT étaient :

- * la non discrimination entre produits nationaux et étrangers (clause de la nation la plus favorisée);
- * l'élimination des restrictions quantitatives ;
- * l'indiction du Dumping.

Une Firme Multi Nationale FMN est une entreprise qui a implanté une ou plusieurs filiales dans plusieurs pays.

Les facteurs de la Multinationalisation (Firme Multi Nationale FMN) sont :

- * la contrainte d'approvisionnement des entreprises;
- * l'augmentation de la part du marché;
- * la réduction des risques ;
- * La réduction des coûts de production

Le libre échange est l'ensemble des mesures permettant d'assurer la libre circulation des marchandises à travers la réduction ou la suppression des barrières douanières :

Le protectionnisme est l'ensemble des mesures permettant de protéger les produits nationaux contre la concurrence étrangère.

Le taux d'ouverture ou taux d'exportation (Exportation / PIB) supérieur à 20% veut dire que : le pays est ouvert.

La mondialisation est l'interpénétration des économies, la conception d'un produit à l'échelle mondiale.

La globalisation est l'interpénétration des économies, la conception d'un produit à l'échelle mondiale en plus elle comporte la mobilisation internationale des capitaux et le développement de la distribution.

Sujet d'application n°1

Dissertation : d'après BAC / juin 2014/ T.S.éco sujet 2

Sujet : Les Firmes multinationales (FMN) de nos jours s'installent également dans les pays en développement.

A l'aide des documents ci-joints et de tes connaissances personnelles, tu montreras si cette implantation est d'un apport considérable pour l'économie de ces pays.

Introduction

Les flux d'IDE que reçoivent les pays du tiers-monde représentent plus de 30% de leur PIB. Une firme multinationale (FMN), encore appelée firme transnationale (FTN) est une entreprise qui plante une ou plusieurs filiales dans plusieurs pays avec une stratégie et une organisation conçues à l'échelle nationale.

Après un retrait, on assiste de plus en plus depuis les années 2000 à un retour ou une réimplantation des FMN dans les PED.

Quels peuvent être les effets de l'afflux des multinationales sur l'économie de ces pays ?

Dans une première partie, nous montrerons que cette implantation peut être d'un apport considérable et dans une deuxième partie qu'elle peut aussi avoir des inconvénients sur l'économie des pays d'accueil.

1^{ère} Partie : L'implantation des FMN peut être d'un apport considérable pour les PED

A.- Le recours aux IDE par les PED ou les objectifs visés

- 1.- La mise en place des infrastructures nécessaires au décollage
- 2.- Le développement économique et social

B.- L'apport de l'implantation des FMN

- 1.- Sur le plan socioéconomique
- 2.- Sur le plan technologique

2^{ème} Partie : Cependant, elle comporte également des inconvénients pour les PED

A.- Inconvénients d'ordre économique et environnemental

- 1.- inconvénients d'ordre économique
- 2.- Inconvénients d'ordre environnemental

B.- Sur le plan politique

- 1.- Menace ou pression sur les pouvoirs en place
- 2.- Recherche par les FMN de profits énormes à travers le monde (caractère volage des FMN)

Conclusion

Il faudrait en fait nuancer l'apport de l'implantation des multinationales dont, l'une des destinations préférées demeure les pays du tiers-monde, en particulier ceux d'Asie et d'Amérique Latine.

L'objectif visé étant le développement économique, les multinationales concourent à la mise en place des infrastructures nécessaires, au transfert de technologie, à l'ouverture sur le marché mondial, à l'accroissement du PIB. Par ailleurs, on note la concurrence entre les filiales et les entreprises nationales, le rapatriement des bénéfices, l'exportation et l'épuisement des ressources naturelles, les abus de pouvoir exercés par les FMN, la pollution. Pour un développement spécifique, prenant en compte tous les aspects d'une parfaite réussite économique, les PED doivent repenser des stratégies appropriées.

Sujet d'application n°2

Dissertation BAC – 2015 / STG – CF – GCO / Sujet 1 :

A travers la coopération, les pays en développement bénéficient du concours financé des partenaires extérieurs.

Après avoir évoqué le cas de l'aide publique au développement, tu diras si elle continue à être collectée et versée à ces mêmes pays.

Corrigé du sujet

Compréhension du sujet :

Après la crise de l'endettement et les échecs des différentes stratégies de développement, les pays développés ont secouru les pays en développement à travers les aides qui revêtent diverses formes.

Ce sujet est basé sur l'aide au développement (APD) qui doit représenter 0,75% du PIB des pays développés. Il s'agit de parler de l'APD dans toutes ses dimensions (pays bénéficiaires, secteurs ou structures destinataires etc.) ; voir de nos jours si elle demeure encore et si sa nature a subi des transformations au fil des années.

Plan global

1^{ère} Partie : l'APD dans le cadre de la coopération entre pays développés et PED

2^{ème} Partie : Les difficultés et les perspectives de l'APD

Introduction :

Les montants nets de l'APD versés aux pays les moins développés représentaient 93,1% du total dans les années 2000 contre 80,6% dans les années 1970.

La coopération est l'établissement de relations multiformes entre pays. Le recours financier est la mise à la disposition de monnaie ou argent liquide pour le financement de projets de développement. Les partenaires étrangers sont des pays ou organismes extérieurs accompagnant certains pays afin de combler leurs besoins de financement.

Dans les années 1970, les organismes de Brettons Woods ont mis l'accent sur la nécessité d'aider les pays en difficulté.

De nos jours les décennies après son application, les pays en développement continuent-ils à bénéficier de l'APD ?

Dans un premier temps, nous évoquerons la nécessité de la mise en place de l'APD e dans un deuxième temps, nous verrons si les pays bénéficiaires continuent à recevoir cette aide.

Plan détaillé

1^{ère} Partie : l'APD dans le cadre de la coopération entre pays développés et PED

A.- La nécessité de l'aide en direction des PED

- 1.- Le choix porté sur l'APD
- 2.- La part du PIB des développés consacrée à l'APD

B.- La destination de l'APD

- 1.- Les pays bénéficiaires de l'APD
- 2.- Les secteurs et structures destinataires

2^{ème} Partie : Les difficultés et les perspectives de l'APD

A.- Les difficultés dans la collecte de l'APD

- 1.- La défaillance de certains pays donateurs ou les difficultés de collecte de l'APD
- 2.- Une évolution en dents de scie du montant de l'APD

B.- La restructuration ou l'amélioration de l'efficacité de l'APD

- 1.- L'implication des pays bénéficiaires à travers la lutte contre la corruption
- 2.- Le partenaire public-privé dans le cadre de la consolidation de l'APD

Conclusion

Malgré de multiples difficultés telles, la défaillance de certains bailleurs, la non régularité dans sa mobilisation ou sa collecte, la non atteinte de l'objectif de 0,75% du PIB des pays développés, les pays les moins développés continuent toujours à bénéficier de l'APD. Depuis sa mise en œuvre, il y a cependant lieu de signaler le nombre croissant de pays bénéficiaires et son extension à d'autres secteurs ou structures dentinaires.

Dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité de l'APD, sont envisagés des partenariats public-privé, l'implication des pays bénéficiaires et des donateurs à travers la lutte contre la corruption et davantage contre les paradis fiscaux et autres prélèvement sur les billets des compagnies aériennes de transport.

Pour ne pas toujours rester liés à cette aide extérieure, les pays en développement doivent être à même d'initier bon nombre de stratégies afin de prendre en main leur propre destin.

Sujet 3 : Après avoir présenté les difficultés des PED, s'interroger sur les causes de ces difficultés.

I.- Le constat des difficultés du Tiers Monde

A.- des problèmes communs (transition démographique, pauvreté et inégalité, économie extravertie et duale,...)

B.- et des situations spécifiques (tous les PED ne sont pas logés à la même enseigne)

II.- Des explications diverses :

A.- simple retard ou des blocages qui alimentent les difficultés

B.- libre échange et/ou protectionnisme pour mieux maîtriser son ouverture

C.- des facteurs socioculturels (des cultures plus ou moins propices à la croissance, des dirigeants plus ou moins soucieux de sortir leur pays du mal développement,...)

Sujet 4 : Montrer que les difficultés des PED les plus pauvres s'expliquent par des blocages à la fois économiques et socioculturels.

I.- Des blocages économiques

A/ faible croissance du fait d'un cercle vicieux de la pauvreté ; peu d'infrastructures

B/ insertion défavorable dans la division internationale du travail et endettement

II.- Des blocages socioculturels

A/ de fortes inégalités, une élite politique corrompue, des régimes politiques autoritaires,...

B/ des cultures qui peuvent être peu propices : poids de la religion, peu d'individualisme et de rationalité (importance de la communauté), pression démographique,...

Sujet 15 : Après avoir présenté les difficultés des PED, s'interroger sur les causes de ces difficultés.

Partie 1 : Le constat des difficultés du Tiers Monde

A/ des problèmes communs (transition démographique, pauvreté et inégalité, économie extravertie et duale,...)

B/ et des situations spécifiques (tous les PED ne sont pas logés à la même enseigne)

Partie 2 : Des explications diverses :

A/ simple retard ou des blocages qui alimentent les difficultés

B/ libre échange et/ou protectionnisme pour mieux maîtriser son ouverture

C/ des facteurs socioculturels (des cultures plus ou moins propices à la croissance, des dirigeants plus ou moins soucieux de sortir leur pays du mal développement,...)

.....

Dissertation

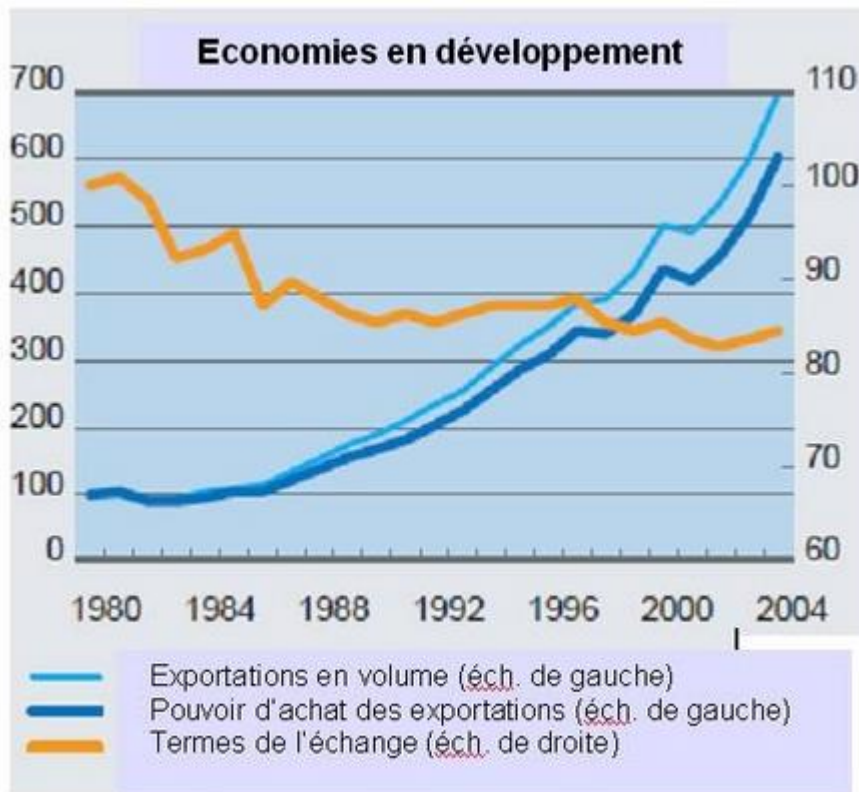
Le commerce international enrichit-il les pays en développement ?

Document 1 - Degré d'ouverture des grandes régions mondiales

Exportations de biens et services en % du PIB	1960	1970	1980	1990	2000	2010	2011
Europe et Asie centrale	19,7	20,5	25,7	26,9	36,3	39,7	42,2
Union européenne	19,5	20,5	25,5	26,9	35,8	39,9	42,5
Amérique du Nord	5,9	6,9	11,3	10,6	13,3	13,9	15,1
Amérique latine et Caraïbes	11,7	10,9	14,6	17,3	21,3	23,6	23,5
Afrique du Nord et Moyen-Orient		32,8	42,8	31,9	36,0	45,5	
Afrique subsaharienne	25,5	21,8	31,9	26,4	32,5	31,4	33,6
Asie de l'Est et Pacifique	13,2	14,6	21,3	20,7	25,3	32,2	33,0
Asie du Sud	5,7	5,2	7,6	8,6	13,9	21,4	23,2
Pays membres de l'OCDE	11,2	12,7	17,5	17,3	22,2	24,9	26,3
Pays les moins avancés	14,6	13,3	12,6	12,2	20,2	25,7	27,5
Monde	12,1	13,7	19,1	19,2	24,7	28,0	29,3

source : Banque mondiale

Document 2 -



Notes :

les termes de l'échange mesurent l'évolution du prix des exportations relativement au prix des produits importés.

Les indices du pouvoir d'achat des exportations sont le produit de l'évolution du volume des exportations et de leur prix relatifs.

Source : PNUD

En 1964, lors de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), ceux que l'on appelle les « pays du Sud » revendiquent des échanges plus justes (c'est le fameux slogan « trade, not aid »), en lieu et place de l'aide internationale, source pour eux de dépendance et d'humiliation qu'ils assimilent à de la charité. Cette revendication semble être l'acte fondateur du commerce équitable, qui verra véritablement le jour dans les années 1980, sous l'impulsion de Nico Roozen et surtout de Francisco Van der Hoff. Van der Hoff est un prêtre-ouvrier, docteur en théologie et en économie, qui vit depuis une trentaine d'années avec les petits producteurs de café du Mexique. Après avoir aidé les paysans à s'organiser en coopératives et à privilégier la qualité et la production biologique, il fondera au milieu des années 1980 l'appellation Max Havelaar. (...)

Selon la définition de l'organisation FINE (qui regroupe FLO, Fairtrade Labeling Organisations, l'IFAT, International Federation for Alternative Trade, NEW, Network of European WorldShops, l'EFTA, European Fair Trade Association), le commerce équitable est « un partenariat commercial, basé sur le dialogue, la transparence et le respect, qui vise plus d'équité dans le commerce international. Le commerce équitable contribue au développement durable en proposant de meilleures conditions commerciales aux producteurs marginalisés, essentiellement dans les pays du Sud, et en sécurisant leurs droits ». (...)

Le commerce équitable doit garantir aux producteurs les plus défavorisés un niveau de vie décent, notamment grâce à l'établissement d'un prix juste et stable. (...) Le consommateur accepte de payer un prix plus élevé, afin d'assurer plus d'équité dans les échanges internationaux. Ainsi, puisqu'il n'existe pas de gouvernement mondial pouvant mettre en œuvre une redistribution au niveau international, les consommateurs se substituent aux contribuables, et le prix se substitue aux instruments de la fiscalité. Le prix devient le véhicule capable de transférer la richesse des consommateurs riches du Nord vers les producteurs pauvres du Sud. (...)

Le commerce équitable exige aussi des pratiques spécifiques de la part des importateurs. Il se base en effet sur des relations durables entre partenaires économiques, qui s'engagent souvent sur plusieurs années. Les importateurs payent généralement une partie de leur commande à l'avance. Par exemple, Max Havelaar fonctionne avec un système de préfinancement. Le commerce équitable cherche également à supprimer au maximum les intermédiaires, appelés coyotes dans le domaine du café.

D. Pouchain et M. Knol, « Le commerce équitable », *Ecoflash*, CNDP, 2007

2. Prix réels du pétrole

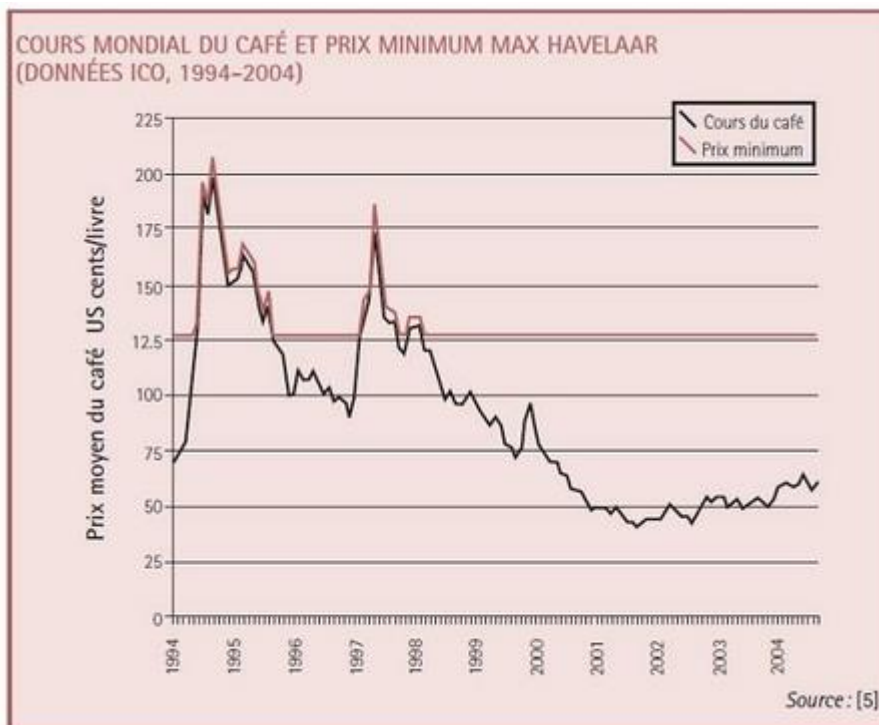


Lecture : Prix en dollars 1973 et prix en euros 1973, normalisé au même niveau que le prix en dollars en janvier 1973.

Source : EIA, US Department of Energy.

CAE 2011 et CAS 2011

Doc 4b -



Source : [5]

Sujet 1 dans le cadre de leur développement par le processus d'industrialisation les PED ont adopté des stratégies différentes.

A l'aide des docs ci-joints et de tes connaissances personnelles tu montreras si ce développement possible ou non dans ces pays en s'appuyant uniquement sur les stratégies autocentrées.

1^{ère} Partie : Certains pays du tiers monde ont adopté les stratégies autocentrées dans le cadre de leur développement

A.-/ Les caractéristiques des stratégies industrielles autocentrées

L'ISI L'II

B.- Les pays ayant adopté les stratégies d'industrialisations autocentrées

Les pays de l'Amérique latine

La Corée du Nord

2^{ème} Partie : Cependant le développement n'a pas été favorisé par l'adoption de ces stratégies d'ind autocentrées

A.-/ L'exiguïté du marché local

B.-/ Problème de financement des industries industrialisantes

- la valorisation des exportations ;

Les subventions d'exportation ;

Les pays concernés (Asie)

Sujet 2:

Les pays du tiers-monde ont des ressources internes nécessaires aux financements de leur développement.

A l'aide des documents ci-joints et de tes connaissances personnelles, tu montreras que ces ressources internes ne sont pas suffisantes pour financer leur développement et tu évoqueras leur recours aux ressources extérieures dans le cadre de ce même financement.

Sujet de Dissertation

Quels sont les effets de la multinationalisation des firmes sur l'emploi dans les pays développés ?

Document 1

Les délocalisations et la sous-traitance internationale constituent simplement une nouvelle manifestation du développement des échanges entre pays industrialisés et pays émergents. Les bénéfices de ces échanges sont immédiats pour le consommateur (du pays importateur) qui voit le prix de nombreux biens de consommation chuter. Le bénéfice est également évident pour les entreprises, qui absorbent dans leur processus de production une part croissante d'importations à bas prix en provenance du Sud, réalisant au passage des gains de productivité. Une partie de ces gains se retrouve dans les salaires ; une autre partie de ces gains se retrouve dans la baisse des prix relatifs des biens manufacturés, ce qui soutient la demande pour les produits industriels. Au passage, les délocalisations et la sous-traitance favorisent l'émergence d'une demande solvable dans le pays émergent accueillant ces usines : les exportations françaises à destination de ce pays, notamment les exportations de produits à plus fort contenu en main-d'œuvre qualifiée, bénéficient ainsi d'un effet d'entraînement.

Source : Lionel Fontagné et Jean-Hervé Lorenzi, *Désindustrialisation, délocalisations*, rapport du Conseil d'analyse économique, La Documentation française, 2006.

Document 2

L'effet sur l'emploi d'une délocalisation est variable. Si a) la production de la filiale étrangère remplace une production nationale, il y a un effet direct de déplacement d'emplois du pays d'origine vers le pays hôte. Si b) la filiale étrangère se fournit en produits (tels que des consommations intermédiaires ou du capital fixe) auprès de la société mère, il y a un effet indirect de création d'emplois dans le pays d'origine, lié à la production de ces produits. Si c) la production délocalisée à l'étranger entraîne l'augmentation des tâches de supervision ou de recherche et développement de la société mère, à la perte d'emplois peu qualifiés (a-b) se superpose une création indirecte d'emplois qualifiés dans le pays d'origine.

Tout pays développé est donc à la fois victime et bénéficiaire des délocalisations. De plus, l'argument du « dumping social » des pays en voie de développement à bas salaires n'est acceptable que là où l'écart entre les coûts salariaux est nettement supérieur à l'écart entre les productivités du travail entre pays d'origine et pays hôte de l'unité délocalisée. Enfin, les délocalisations ne sont pas toutes dictées par le coût de la main-d'œuvre, puisqu'elles s'effectuent plus entre pays de la Triade que vers les pays en voie de développement.

Source : Wladimir Andreff, *Les Multinationales globales*, coll. Repères, La Découverte, 2003.

Évolution récente des investissements directs étrangers (IDE) par région (milliards de dollars)

Document 4

Taux de chômage, IDE sortants (en % du PIB) pour les principaux pays développés en 1995-2006

	Taux de chômage 1995	Taux de chômage 2006	Stock IDE 1995	Stock IDE 2002-2004
Pays-Bas	7,1	3,9	57 %	97 %
Royaume-Uni	8,6	4,6	29 %	64 %
France	11,6	9,5	19 %	41 %
Allemagne	8,2	8,3	14 %	29 %
Espagne	23	8,5	7 %	28 %
Italie	11,7	6,8	10 %	15 %
États-Unis	5,6	5,1	13 %	19 %
Japon	3,2	4,1	9 %	9 %

Source : *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, 2006.

Document 5

Au lieu du capital et du travail considérés habituellement, on distingue comme facteurs de production deux types de travail : le qualifié et le non qualifié. L'économie du pays développé (Nord, N) est relativement bien dotée en travail qualifié, alors que celle du pays en développement (Sud, S) l'est en travail non qualifié. Étant donné les prix relatifs des facteurs (déterminés par leurs dotations relatives), N a intérêt à se spécialiser dans les biens intensifs en travail qualifié et S dans les biens intensifs en travail peu qualifié. Dans les pays développés, l'ouverture doit donc se traduire par un accroissement des inégalités salariales au détriment des travailleurs les moins qualifiés. Ceci permet d'expliquer (du moins sur le plan théorique) la montée des inégalités à l'intérieur des pays développés au motif que ces derniers se spécialisent dans des secteurs intensifs en travail qualifié, au détriment des productions traditionnelles intensives en travail peu qualifié. Si les salaires sont parfaitement flexibles, il y a toujours plein-emploi ; mais si l'on introduit des rigidités salariales, alors les inégalités entre travailleurs qualifiés et non qualifiés s'expriment par une dégradation relative de l'emploi des seconds par rapport aux premiers.

Source : Thierry Madiès, « Mondialisation des échanges et emploi dans les pays industrialisés », *Cahiers français*, n°341, novembre-décembre 2007.

La délocalisation pour les métiers de service accompagne fréquemment celle des activités industrielles : la recherche, par exemple, suit la production. Les technologies informatiques permettent désormais l'établissement de nouvelles usines tertiaires, du type « usine à comptables » ou « usine à télé-opérateurs » dans une logique de travail à la chaîne, sur des tâches standardisées. Ceci permet le traitement, à grande échelle et à faible coût, d'une grosse part des activités de services banalisées et répétitives. Les nouvelles structures établies selon ces logiques ne sont cependant pas encore à même de traiter des cas particuliers, sortant de l'ordinaire. C'est la raison pour laquelle la plupart des délocalisations proviennent des plus grandes entreprises, seules capables d'alimenter ces nouvelles usines tertiaires en flux significatifs de services standardisés. Les mouvements de délocalisation d'activités de services sont par ailleurs, pour une part d'entre eux, l'exacte copie des mouvements de délocalisation de l'outil industriel : ils suivent pour partie les mêmes logiques de réduction de coût par l'accès à une main-d'œuvre meilleur marché et la même dynamique de montée en gamme des activités de services délocalisées est à prévoir.

Source : Jean Arthuis, *La Globalisation de l'économie et les délocalisations d'activités et d'emploi*, rapport d'information du Sénat n°416, 2005.

1. *Dumping social* : stratégie d'un pays qui choisirait d'adopter des coûts salariaux extrêmement faibles pour favoriser ses exportations.

2. *Triade* : on désigne ainsi les trois grands pôles de l'économie mondiale, à savoir l'Amérique du Nord, l'Union européenne et l'Asie du Sud-Est (Japon, Australie, Corée du Sud, Taiwan, Singapour).

Corrigé

Les conseils de l'enseignant

Le sujet traite d'un des aspects les plus discutés de la mondialisation : son impact sur l'emploi dans les pays développés, en liaison avec les stratégies de délocalisation des grandes firmes multinationales. Il convient de rester prudent sur le bilan final, car le sujet divise les économistes et les études le concernant sont parfois contradictoires. Les documents fournis vont plutôt dans le sens d'un effet positif de l'action des FMN sur l'emploi. Il faut compenser le côté un peu asymétrique des documents par une analyse équilibrée des aspects positifs et négatifs, en mobilisant des apports de connaissances sur le thème de l'emploi.

Introduction

Au cours de l'année 2009, l'économie française a détruit 320 000 emplois, dont une part importante dans l'industrie. Si la crise mondiale est pour beaucoup dans ce bilan négatif, l'opinion publique se tourne volontiers vers la mise en cause des délocalisations d'activités vers les pays « à bas salaires ». La visibilité médiatique des effets destructeurs pour l'emploi de ces stratégies d'entreprises est forte. Fiat, par exemple, annonce début 2010 la fermeture de trois de ses sites en Italie et la suppression de 5 000 emplois pour se délocaliser en Europe de l'Est. Il est cependant difficile de s'en tenir à cet aspect pour établir le bilan de l'impact sur l'emploi de la multinationalisation : celle-ci comporte des effets de compensation, certes plus diffus et moins repérables. Les investissements directs à l'étranger (IDE) des pays développés ont à la fois des motivations plus complexes que le seul coût du travail et des conséquences multiples et contradictoires sur l'emploi. Il importe donc de dresser un constat des formes et des objectifs de la multinationalisation des firmes (I) pour tenter de mesurer ensuite la balance de ses effets quantitatifs (II) mais aussi qualitatifs (III) sur l'emploi dans les pays développés.

I. Formes et objectifs de la multinationalisation des firmes

La multinationalisation des entreprises peut obéir à des modalités diverses et répondre à des objectifs économiques variés, souvent complémentaires.

1. Deux formes principales d'internationalisation

Le terme « délocalisation » peut, en fait, recouvrir deux grandes stratégies différentes : l'appel à la sous-traitance étrangère ou la création de sociétés filiales à l'extérieur des frontières. L'appel à la sous-traitance consiste le plus souvent à déplacer des activités d'un pays vers un autre et à confier à une entreprise existante l'ensemble de l'acte productif ou certaines de ses composantes. Il n'y a pas, dans cette situation, de création nette de potentiel de production pour la firme concernée mais un simple transfert vers un opérateur extérieur. Le cas de la création d'une filiale à l'étranger a d'autres implications : elle se traduit par un investissement direct, c'est-à-dire l'apparition d'une nouvelle unité de production ou une prise de participation dans une entreprise déjà existante, incluant, dans les deux cas, une prise de contrôle par la société mère.

2. Des objectifs économiques souvent complémentaires

Les raisons qui sont à l'origine de ces transferts d'activités peuvent s'articuler autour de la recherche de moindres coûts de production (salariaux le plus souvent, mais aussi en consommations intermédiaires parfois), d'une stratégie de rapprochement d'un marché potentiellement dynamique, ou encore de la recherche d'un système fiscal plus avantageux que celui du pays d'origine. Le document 3 montre, sur la période 1990-2005, une explosion des IDE (multiplication par 6 environ) qui atteste du dynamisme du processus d'internationalisation, de l'accroissement du degré d'ouverture des économies entre elles sous l'égide, notamment, des 65 000 firmes multinationales existant à l'heure actuelle dans le monde. L'essentiel de ces flux d'investissement concerne les pays développés, en particulier l'Europe qui, en 2005, totalisait 60 % environ des IDE sortants et 47 % des IDE entrants. Mais le dynamisme de l'Asie de l'Est et du Sud-Est est à noter : si elle est encore largement bénéficiaire de flux entrants d'IDE, un certain nombre des pays qui la composent (Chine, Corée du Sud) développent à leur tour des investissements à l'étranger, signe des mutations

de leurs appareils productifs et de nouvelles stratégies d'intégration à la division internationale du travail.

La multinationalisation des firmes, autrefois cantonnée aux grandes entreprises américaines et européennes, s'inscrit donc aujourd'hui dans le cadre d'une mondialisation multilatérale, faisant émerger de nouveaux acteurs et de nouveaux enjeux, notamment celui de l'emploi.

II. Le bilan incertain des effets contradictoires sur le volume de l'emploi

Cet enjeu est l'un des plus sensibles pour les populations des pays développés, mais les effets de la mondialisation sur le volume de l'emploi dans ces pays sont controversés.

1. Un impact direct négatif

L'impact direct des délocalisations est le plus souvent négatif en terme d'emploi. Les délocalisations qui se sont succédé depuis quarante ans se sont traduites, en Europe occidentale et aux États-Unis, par une chute massive de l'emploi industriel. Celui-ci ne représente plus aujourd'hui que 20,5 % de l'emploi total en France (contre 22,3 % en 2000), et 21,3 % au Royaume-Uni. L'Allemagne fait un peu figure d'exception, sa stratégie de spécialisation industrielle lui permettant de conserver une part d'emploi industriel de 30 %. La plupart des pays développés sont donc confrontés à un processus de désindustrialisation. Le phénomène a d'abord touché, dans les années 1970, les industries à faible contenu technologique comme le textile ou la chaussure. Il s'est par la suite étendu à l'industrie automobile et à l'électronique grand public ou aux biens d'équipement. Plus récemment, des activités de service ont été délocalisées sur la base de la même logique de recherche d'une baisse du coût salarial. La « révolution numérique », en abaissant les coûts de transport de l'information, a permis le déplacement des centres d'appels téléphoniques, d'assistance en ligne ou de travaux d'édition vers certains pays du Maghreb (document 6). Le tertiaire devient à son tour, en partie, délocalisable. Cependant, ces délocalisations n'ont de justification économique que si les écarts de productivité entre les pays d'origine et les pays d'accueil sont inférieurs aux écarts de coûts salariaux, ce qui rend possible la baisse des coûts unitaires de production (document 2).

2. Des effets partiels de compensation

Pourtant, le bilan doit prendre en compte les éventuels effets de compensation sur l'emploi des pays d'origine. Ces résultats sont divers : les IDE engendrent, dans les pays d'origine, des créations d'emplois et les délocalisations agissent sur le pouvoir d'achat des consommateurs, ce qui peut avoir un effet indirect sur le volume de l'emploi. La création d'une filiale à l'étranger peut entraîner, de la part de cette filiale, des flux d'importations en provenance du pays d'origine, notamment de produits semi-finis ou de technologie. Ces importations soutiennent, voire développent, l'emploi dans la production de biens intermédiaires ou de biens d'équipement, dans la recherche, l'ingénierie et la gestion. Développant par ailleurs l'emploi et les revenus dans le pays d'accueil, ces IDE peuvent être à l'origine d'une demande de produits issus des pays développés, dynamisant ainsi leurs exportations. Enfin, la baisse des coûts de production des activités délocalisées profite aux consommateurs des pays développés sous la forme de baisses de prix accroissant leur pouvoir d'achat (document 1). Ce gain de pouvoir d'achat peut être déversé sur de nouvelles consommations, notamment des services aux particuliers, créateurs d'emplois, car plus difficilement délocalisables (loisirs, culture, restauration, etc.).

Il est cependant difficile d'affirmer que le solde des emplois détruits et créés est positif ou négatif, car de nombreuses variables interviennent dans cette confrontation, notamment le « contenu en travail » des activités délocalisées et des activités de remplacement.

III. Une transformation structurelle de l'emploi

1. La fuite de l'emploi non qualifié

Si le bilan quantitatif reste malaisé, l'effet des délocalisations sur l'évolution qualitative de l'emploi est, lui, plus facilement repérable : la délocalisation d'activités industrielles et d'une partie des services concerne essentiellement, pour l'instant en tout cas, le travail non qualifié (document 5). C'est en effet sur ce segment de l'emploi que l'avantage comparatif des bas salaires est le plus évident. L'évolution de la structure par PCS de l'emploi dans les pays développés confirme ce constat : les catégories les plus affectées par la baisse des effectifs sont les ouvriers, notamment les ouvriers non qualifiés et les salariés non qualifiés du secteur des services.

2. Les conséquences sociales de l'exposition à la concurrence

La multinationalisation contribue donc à redessiner la structure des emplois et des qualifications et modifie, de ce fait, les conditions de fonctionnement du marché du travail. Certains analystes distinguent désormais trois catégories d'emplois : les emplois protégés, les emplois exposés (essentiellement à faible qualification), et les emplois « compétitifs » à qualification élevée. Pour que le bilan de l'emploi soit stable ou positif, il est nécessaire de créer plus d'emplois compétitifs qu'il n'en disparaît en emplois exposés, ce qui dépend, pour l'essentiel, des capacités de formation, de recherche et d'innovation. Cette situation engendre dans les pays développés un accroissement des inégalités salariales entre le travail qualifié, dont la demande reste forte, et le travail non-qualifié, de moins en moins nécessaire (document 5). Cette tendance à l'augmentation des inégalités à l'intérieur de la catégorie des salariés se constate, depuis une décennie, dans la plupart des pays développés. Elle s'accompagne d'une autre conséquence qui est le symptôme de la même évolution de la structure de l'emploi et de l'état du marché du travail : la vulnérabilité croissante des travailleurs les moins qualifiés à la précarité, au chômage et à la pauvreté.

Conclusion

La multinationalisation des firmes a donc, sur l'emploi dans les pays développés, des effets paradoxaux et contrastés. Si le bilan en termes quantitatifs semble globalement négatif – les destructions l'emportant probablement sur les créations, du moins à court et moyen termes – l'internationalisation des processus productifs a incontestablement des effets de remodelage de la structure de l'emploi. Les perspectives qu'on peut déjà entrevoir laissent craindre que la délocalisation des emplois concernera de plus en plus certains emplois qualifiés, car les grands pays émergents comme la Chine, l'Inde ou le Brésil commencent à disposer d'une main-d'œuvre formée et compétente. Il y a, dans ce futur prévisible, un redoutable défi de formation, de recherche et d'innovation pour les pays développés.